

Les déplacés et réfugiés en Colombie

1) Histoire de la Colombie et enracinement de la violence dans son histoire

En 1510, les Espagnols créent leur 1ère colonie en Colombie. Ils ont une quête de l'or et croient avoir trouvé l'Eldorado dans ce pays. Ils découvrent les pratiques des indiens et leurs dieux, avec tout le matériel rituel en or.

Ils sont choqués par les sacrifices humains des aztèques et considèrent les indiens non christianisés comme des animaux. Très vite ils vont être en conflits avec les indigènes. Aussi ils vont tenter de les soumettre en en faisant des esclaves, en leur confisquant leurs terres.

Les espagnols passeront la 1ère moitié du 16ème siècle à la conquête de ce pays et l'autre moitié à la colonisation.

Ils développeront au 17ème siècle, l'agriculture et l'élevage. Mais la main d'œuvre indigène diminuant, ils feront venir des esclaves d'Afrique. Bartholomé de las Casas tentera d'être un médiateur entre les espagnols et les indigènes, cherchant à leur obtenir un meilleur traitement.

Les descendants des indigènes et des noirs, les créoles, constitueront à la fin du 18ème siècle une élite bourgeoise. En 1781, ces " comuneros" revendiqueront leur identité créole et contesteront le pouvoir de Madrid. Ils refusent les taxes et impôts imposés par la couronne.

De plus, l'économie coloniale est basée sur le pillage et l'exploitation. Le pouvoir et l'église très liée aux affaires d'état, ont des difficultés pour contrôler les populations

Entre temps les indiens se sont enfuis dans les réserves. Des métissages ont lieu entre blancs (les plus pauvres) et indiens. Ces métisses accèdent librement à la terre et ne payent pas d'impôts. Alors que les rivalités entre les grandes villes se développent (exploitation des mines). Dans ces villes, l'Etat est présent par son système politique et juridique. Mais ailleurs, en dehors des villes, se sont les notables, commerçants et grands propriétaires des terres et des mines qui représentent le pouvoir.

En 1810 Les comuneros déclareront l'indépendance, mais l'Espagne arrive à reconquérir le pouvoir.

Ce n'est qu'en 1819, que Simon Bolivar apporte l'indépendance à la nouvelle grenade. Il crée une union et crée la Grande Colombie, regroupant le Venezuela, la Nouvelle Grenade, Equateur et Panama. Mais à sa mort, l'union se fragmentera et en 1830 disparaîtra.

La société est alors divisée en deux :

Il y a une société liée à l'état et à l'église et l'autre qui est en rupture avec l'état. Et ceci durera tout au long du 19/20ème siècle.

L'élite créole s'organise alors en deux camps politiques :

- 1) Les libéraux : qui veulent une décentralisation du pouvoir dans un état fédéral, avec moins de pouvoir pour l'église, qui se mêle trop des affaires de l'état.
- 2) Les conservateurs qui eux, veulent un Etat centralisé, fort et soutenu par l'église.

Les indigènes eux, continuent à être méprisés par les créoles, de la même manière qu'ils le furent sous les Espagnols.

Les deux élites au pouvoir vont régner en alternance. Cela n'empêchera pas les 50 insurrections populaires et les huit guerres civiles qui culmineront en 1899 avec la guerre des 1000 jours,

date à laquelle le Panama est perdu au profit des Etats-Unis (1903) pour leur soutien pendant cette guerre. Les libéraux gagnent dans un premier temps, puis sont obligés de se replier dans des zones périphériques. Ils demanderont l'appui d'une population qui mène des guérillas anarchiques. Les conservateurs tiennent les villes et les communications. Les libéraux, alliés à des chefs rebelles (car ils connaissent bien le terrain et ont une tradition de lutte armée). Mais voyant qu'ils leur est impossible de gagner, ils finissent par proposer un arrêt des hostilités. Mais les conservateurs et les chefs rebelles refusent. Il y a un regain des hostilités jusqu'au sein des familles. Le bipartisme rend impossible l'expression d'autres tendances dans le pays (elles issues de l'industrialisation du pays, et en particulier la classe ouvrière). Le développement du service public accroît la corruption des milieux politiques. L'absence de ces nouveaux partis capables d'impulser une modernisation de la société colombienne va retarder l'adaptation des institutions aux nouvelles conditions.

La présence de l'Etat est faible à tous les niveaux (local/régional/national) car ses ressources sont peu élevées.

Ce n'est que dans les années 20, avec le café et la banane, plus les investissements pétroliers que le gouvernement aura enfin la possibilité d'emprunter à l'étranger, plus les versements reçus des Etats-Unis pour compenser la perte de Panama.

Mais cet argent sera une source de conflits entre l'Etat et les régions. Il sera très mal utilisé. Et la classe moyenne et ouvrière est toujours aussi réprimée, sans que l'Etat cherche à remédier aux causes de leurs problèmes.

En 1929 : nouvelle crise économique avec la chute du café. Un nouveau mouvement colonial apparaît. Préférant les grandes haciendas aux espaces et zones éloignées. Cela déclenche la colère des grands propriétaires. Et les socialistes vont alors essayer de porter sur la scène politique ce problème, en marge des deux grands partis.

Les socialistes sont d'anciens libéraux pour la majorité, mal intégrés dans le paysage politique. Des grèves auront lieu dans tout le pays (ports, pétroliers, bananeraie etc..)

Il y a une coïncidence entre les zones d'expansion du socialisme et celles des manifestations de la violence, des années 1950 à aujourd'hui (qui sont des zones de colonisation récentes où la cohésion sociale est faible et la présence de l'Etat précaire). Le parti socialiste va porter les mêmes vices que les autres partis (autoritarisme, personnalisation du pouvoir allant parfois jusqu'au culte de la personnalité). Et pendant ce temps, les institutions locales et régionales continuent de perdre leur légitimité. Les rancoeurs qui éclateront dans les années 50 forceront un nombre important de personnes au déplacement dans le pays, ce qui créera un conflit ultérieur dans les nouveaux lieux d'implantation.

Il va y avoir alors une superposition des pouvoirs entre les campagnes, les villes (où l'on vote peu, contrairement aux campagnes).

Et ce sont ces carences des institutions publiques qui vont offrir des espaces libres à de nouveaux acteurs sociaux, qui eux, vont effectuer un vrai contrôle sur les populations.

La violence et les conflits vont culminer lorsque le président Lopez Pumarejo va proposer de remettre en cause le rôle de l'église (supprimer le nom de dieu de la constitution ...)

1948 : Jorge Eliecer Gaitan, chef de file populiste est assassiné. S'installe alors une période de conflits qui va durer 10 ans. " La violencia" qui fera plus de 300 000 morts et qui provoquera un exode rural important. Chaque parti essaiera d'éliminer l'autre de façon cruelle, il faut le "faire disparaître". Et la haine est telle, qu'ils finissent par en oublier ce qui les unissait à leurs adversaires (relations familiales, de voisinage, travail..)

Les deux partis feront appel à des chasseurs de têtes "pajaros".

Les libéraux finissent par quitter le gouvernement, et cette rupture plonge le pays dans une crise politique profonde, qui va être le détonateur aux conflits régionaux.

Des guérillas apparaissent dans trois types de régions :

- Les zones de colonisation récentes
- Les zones agitées par la violence
- Les zones d'agriculture à dominante libérale.

L'Etat étant absent de ces zones, le retour à la violence, collective ou individuelle, est le résultat de la conjonction d'une crise nationale qui affecte la légitimité du pouvoir.

Ce monopole politique favorisera l'émergence de plusieurs mouvements de guérillas de gauche (FARC/ELN/M19). Ces mouvements réclament à l'origine de meilleures conditions de vies pour le peuple. Ils obtiendront au début, le soutien des pauvres et des paysans exploités. Ces groupes s'organiseront et finiront par représenter une vraie pression contre le gouvernement. Le gouvernement lui, ne se focalisant que sur la violence politique, en oubliera les autres sources (familiales, règlements de compte, luttes sociales..)

Et dans les années 60, la révolution cubaine va influencer la guérilla, ce qui modifiera ses relations avec la population paysanne ou indienne.

Pendant ce temps, les différents développements sociaux, urbains, professionnalisation de la classe moyenne vont faire disparaître les valeurs traditionnelles. Mais rien ne les remplacera.

Au contraire, c'est l'individualisme; la négociation et le calcul rationnel qui sont utilisés comme stratégie de survie ou de domination.

Les classes montantes refusent de plus en plus le système et s'abstiennent de voter;

L'église connaît elle aussi un recul considérable. Les problèmes sociaux urbains ou ruraux sont un bouillon de culture favorable à la violence. Mais il n'existe pas de médiateur. Et les mouvements de protestations se rapprochent du banditisme et de la criminalité.

L'institution politique n'a donc pas été capable de se moderniser pour gérer le pays. Face à l'échec du Front National, la seule issue possible apparaît comme étant la lutte armée.

Émerge alors une société basée sur l'appât du gain, l'illégalité, la justification du recours à la violence. Et c'est dans ce contexte que se développe le trafic de drogue.

Parallèlement apparaîtront les "escadrons de la mort", groupes paramilitaires (protège les Cartels de Medellin et Cali). Et dans les années 1980 la drogue devient une source de revenus importante.

1982 : Betancourt alors président, essaye de mettre un programme de libéralisation et rend la liberté à plus de 400 guérilleros, mais la paix ne revient pas.

1991 : nouvelle constitution qui veut renforcer le pouvoir de l'Etat et mener une politique de réconciliation. L'amnistie est accordée à des trafiquants de drogue et les indigènes sont enfin reconnus comme des citoyens avec des droits.

2000 : Entrée sur la scène politique Colombienne des Etats-Unis " Plan Colombie".

Avec le gouvernement Clinton, qui apportera une aide financière et dont l'essentiel du programme sera la lutte anti-drogue avec éradication des cultures illicites. C'est donc une option militaire qui est choisie. Sur les 1,3 milliards de dollars reçus, 519 millions seront destinés à l'armée et 123,8 à la police pour combattre les narco-traffiquants. Le reste était destiné à aider les fermiers qui abandonnaient la culture de coca, puis en dernier lieu, l'assistance aux personnes déplacées. Malgré les quelques programmes pilotes de reconversions offerts à certains paysans, ceux-ci sont restés prisonniers du système dominant du moment (armée, guérilla, paramilitaire).

Contexte de la Colombie aujourd'hui :

Le nouveau président de la Colombie a dès sa nomination déclarée un état de "commotion intérieure". Uribe a tout de suite envoyé un pouvoir militaire remplacer le gouvernement local. Cette extension du pouvoir militaire est accompagnée de réformes économiques énergiques qui vont libérer des grandes parts du budget national pour le militaire (réduction de 30% des salaires de la fonction publique). Il veut créer un climat propice au développement de la zone de

libre échange des Amériques (ZLEA) et protéger les gisements pétroliers. Car actuellement seul 20% des ressources sont exploitées.

Mais vouloir plus de pétrole c'est aussi débarrasser le territoire des insurgés armés, des indigènes et des paysans.

Mais les groupes guérilleros défient eux aussi l'industrie pétrolière (découragent les investissements, bombardent les canalisations, enlèvent les cadres et employés des sociétés pétrolières).

"La violence en Colombie a été historiquement concentrée dans les zones de grand développement économique" (Gonzalo Sanchez, avocat pour la paix et professeur).

Et le président Uribe, a saisi lui aussi au rebond, les événements du 11 Septembre pour faire passer sa politique. Les FARC ont été cités par les USA sur la liste des terroristes à combattre.

Depuis ces 20 dernières années la guérilla ne s'est pas attaquée au pouvoir. Elle a préféré récupérer la domination politique locale. Mais ses troupes grandissantes (près de 30 000 hommes aujourd'hui) elle pourrait changer ses objectifs.

Dotée et fortifiée d'un marché au noir international des armes, obtenu grâce à sa constance à répandre la terreur à des fins économiques. Aujourd'hui elle envahie aussi les marchés pétroliers, miniers et de l'or. Ses revenus sont de plus de 180 millions de USD par an (1,2 milliard de francs). La guérilla a fait de l'argent un moyen non une fin en soi.

Les FARC et ELN qui furent des mouvements de paysans à la recherche d'une idéologie, aujourd'hui ont une dynamique militaire et politique propres et autonomes.

La lutte pour la terre a été remplacée par l'influence et la domination territoriale. L'arme de la guérilla est la terreur des civils, la terreur des masses. Même si dans certains états elle est accueillie comme une réponse à l'insécurité, la justice, l'ordre et la carence de l'état. Il n'empêche que la guérilla est devenue terroriste (par sa recherche de domination par la terreur) " Tues en un et tu en terroriseras 1000 " dit un proverbe chinois.

En 2001, sur 1097 municipalités, 1000 étaient touchées par la violence. 200 municipalités étaient sous le contrôle total de la guérilla, 100 des paramilitaires. Dans 10% des municipalités, la police est absente, et dans 95% des "corregimientos" (villages distincts des chefs lieu).

Aujourd'hui la guérilla a cessé d'insister sur l'humanisation du conflit. Elle avait trop à perdre (La prise d'otages et ses extorsions qui représentent plus de 60% de ses revenus). De plus, parce que tellement impliquée dans les trafics de drogue, elle a perdu toute légitimité face à n'importe quel état.

Aujourd'hui se joue aussi la question du temps.

Pour les FARC : d'origines rurales, elles font référence au temps des paysans, " le temps n'est pas une ressource, mais au contraire abondance et facile à obtenir"

Pour l'ELN, le temps a plus une connotation biblique, assurer le salut des pauvres, le temps est perçu en terme de générations pour l'accomplissement du destin.

Pour le gouvernement : le temps est celui des villes, court, précieux, le temps entre deux élections, quatre ans.

Pour la guérilla il vaut mieux continuer le combat que faire la paix. Alors que le gouvernement lui, veut la paix.

Donc c'est une véritable guerre des nerfs qui se joue.

Et les problèmes de la société colombienne, loin d'être résolus, alimentent en permanence les troupes des guérillas.

Références historiques :

- L'Etat inachevé, de Fernan Gonzalez et Fabio Zambrano
- Simon Helweg- Larsen auteur indépendant sur Amérique latine qui a vécu en Colombie.
- Cent ans de violence en Colombie, de José Del Pozo, professeur d'histoire, UQAM.

- "La Colombie entre guerre et paix" Eric Lair : chargé de cours à l'université de Bogota et chercheur à l'institut français.
- Alfredo Rangel Suarez " guerre de fin de siècle".

II) Présentation des acteurs de violence en Colombie.

La Colombie a une population de plus de 41 millions d'habitants.

La superficie du pays est de 1 139 000 Km carrés.

La capitale est Bogotá

La population est composée de 72% de métisses

20% d'Européens

1,1% d'Amérindiens.

a) La guérilla :

- FARC : Créée en 1964, communiste, est composée aujourd'hui de 18 000 hommes. A obtenue en 1998 une zone démilitarisée du gouvernement de 42 000 Km carrés, appelé "Zona del despejé". Les FARC mettent à sac les villages, kidnappent des personnes, taxent les personnes riches, les narco trafiquants (dans leur zone/ ou terres sous leur contrôle).
- ELN : créée en 1965, inspirée de la révolution cubaine (Armée de Libération Nationale). A aussi demandée sa zone démilitarisée dans le Nord du pays. Pour l'obtenir a commis beaucoup d'attentats, a détruit plus de 300 pylônes en 1999, pour couper l'électricité et plonger la population dans la terreur.

La guérilla a elle seule est responsable de 22% des déplacés dans le pays.

Les 70% de kidnapping mondiaux sont effectués en Colombie et majoritairement par les guérillas. En 2001 il y a eu 3041 personnes kidnappées.

Les autres groupes qui ont déposés les armes pour la plupart sont :

- **EPL** (maoïste) créée en 1963 et disparus en 1991.
- **M19** : créée en 1973 composée de la classe moyenne et des universitaires.
- Groupe armé indien **Quintín Lame** créée en 1983.

Les groupes paramilitaires : souvent d'extrême droite, appelés les **AUC**, sont financés par l'oligarchie. Ils s'opposent à la guérilla avec qui ils se disputent les terres.

Ils recrutent beaucoup d'enfants aussi. Ils sont responsables de 50% des déplacements des populations.

L'oligarchie Colombienne : finance les groupes paramilitaires.

Les 25% les plus riches ont des revenus 30 fois > aux plus pauvres. La pauvreté représente 8,3 millions de personnes.

L'Armée : Très souvent spectateur, prend peu part aux conflits et est même infiltrée par des paramilitaires.

Les narco-traffiquants : sont responsable des déplacements de populations par le biais des groupes armés. Ils contrôlent près de 3 à 5 millions d'hectares de la meilleure terre.

III) Les déplacés

Les personnes déplacées ont toujours été au cœur des enjeux économiques. Depuis les Conquistadors aux narcotrafiquants. Les déplacements résultent de la violence liée au conflit, mais ils constituent aussi une stratégie de guerre délibérée que poursuivent les groupes armés pour s'assurer le contrôle d'une région.

Se sont aujourd'hui 2,7 millions de personnes qui sont déplacées à l'intérieur du pays. La Colombie se place ainsi au 3^{ème} rang mondial (après le Soudan 4 millions et l'Angola entre 1,100 et 3,8 millions).

Mais il y a aussi ceux qui quittent le pays. Ils ont été plus d'un million à émigrer depuis 1996. La plupart partent pour le Venezuela (50 à 70 000) ou l'Equateur (30 000) puis USA et Europe. En 2001, le HCR a facilité le retour de 149 réfugiés colombiens qui étaient au Panama et Equateur.

La population des déplacés se caractérise par une proportion importante d'enfants et de femmes. 55% sont des enfants et les femmes seraient à la tête des 44% des familles déplacées.

Cette population est à majorité rurale, de faibles revenus et plus d'un tiers des déplacés sont des indigènes et des afro colombiens (alors qu'ils ne représentent que 18% de la population).

50% des déplacés sont au chômage.

Seulement 34% ont accès aux soins.

Et 15% des enfants ont accès à l'école.

Jusqu'en 1999, la majorité des déplacements étaient individuels (plus de 57 000 familles).

Et 2000, a été l'année d'explosion, à tel point qu'il est très dur d'avoir des chiffres exacte cette année là. Le CICR dit avoir assisté 112 412 personnes, le CODHES 308 000 et l'organisme de Solidarité Sociale lui a recensé 125 000 déplacés. En 2000 les déplacements n'étaient plus individuels mais de groupe (+ de 5 personnes).

Et ce n'est que depuis 1999, que le gouvernement commence à s'intéresser aux déplacés. Il a accepté de venir en aide aux déplacés à partir de cette date, mais par pour ceux déplacés précédemment. Le CICR et le PAM sont les seuls à aller à la rencontre des déplacés avec les ONG qui tiennent le coup. 80% de l'aide apportée aux déplacés est réalisée grâce aux ONG.

Localiser les déplacés est une grande difficulté. Surtout pour les individuels, qui veulent rester dans l'anonymat.

Où sont ces déplacés ?

Trois zones principales sont repérables :

- La zone d'Uraba (au nord-est, à la frontière avec le Panama)

Dans cette zone se sont principalement des communautés afro colombienne et indiennes, très organisées, liées à la terre.

- Le Magdalena Medio (au centre de la Colombie)

Est la région qui concentre le plus de déplacés. La population est majoritairement blanche, métisse et indigène. C'est une zone riche en pétrole, commerces, production agricoles et c'est aussi le berceau historique de la guérilla.

- Les zones urbaines

Les déplacés individuels veulent se perdre dans la masse et cherchent l'anonymat. Pour ceux qui se perdent dans les grandes villes il y a peu d'espoir de retour. Ils s'installent dans des quartiers d'accueil aux périphéries des grandes villes. Et 60 à 70% des déplacés seraient réinstallés en zone urbaine.

Mais de façons plus précises les déplacements peuvent être répertoriés des manières suivantes :

- Les déplacements internes dans un même territoire :

La stratégie consiste à ne pas abandonner les limites du territoire indigène (car terre ancestrale) Pour cela les indigènes essayent de se retirer dans les hauteurs des plateaux, dans des zones d'accès plus difficiles afin d'échapper aux groupes armés. C'est dans ce type de déplacement que les indigènes seront les moins traumatisés. Mais les indigènes ainsi réunis concentrent aussi leurs forces de résistances territoriales. L'histoire se répète comme du temps des conquistadors. Réunis, dans des lieux inaccessibles, exclus de l'histoire du pays mais vivants.

- Les déplacements intra ethniques

En dehors de son propre territoire. Accueillis alors par d'autres indigènes qui offrent des "zones de réfugiés" Les accueillants déterminent avec les réfugiés les modalités d'accueil (Temporaires ou définitives) et examinent leurs capacités d'intégration.

- Les déplacements extraterritoriaux

Représente une des formes de déplacement forcé les plus problématiques pour les indigènes. Rejoindre des municipalités, des villes intermédiaires ou grandes villes. Car cette solution leur offre peu de chance d'intégration économique, culturelle et sociale. De plus les retours seront plus difficiles et ils seront plus exposés à l'insécurité.

- Les déplacements goutte à goutte

Dérivés d'actions violentes sélectives, particulièrement dans les communautés où la cohésion sociale n'est pas assurée.

- Les déplacements simples désorganisés

Caractérisés par des départs massifs de population indigène devant les agressions des groupes armés et qui génèrent la fragmentation sociopolitique et culturelle des communautés.

- Les exodes organisés multiples (indigènes, colons, afro colombiens)

Les déplacés sont des personnes qui veulent rester "anonyme" et "silencieuse" et ces deux facteurs compliquent considérablement la tâche des personnes qui travaillent aux repérages des facteurs et phénomènes qui ont conduit à ces situations.

De plus, quand un déplacé arrive dans une ville, il est porteur d'une mauvaise image. A travers lui, la population devine que des forces armées sont proches et donc devient porteur malgré lui "d'une image de terreur". Sans oublier que le déplacé sera traité comme un sous citoyen. Vivant non seulement à la périphérie des villes, mais en plus vivant dans une grande misère.

Les ONG, avec le CICR, et depuis 1999 avec la RED de SOLIDARIDAD (agence directement liée au président de la république), essayent de venir en aide aux déplacés. Mais le grand climat d'insécurité ne leur facilite pas la tâche. Envisager un retour relève de la mission impossible. Mais les communautés ne se découragent pas. Beaucoup se sont organisées au fil des ans, en "organizacion de desplazados", plus ou moins structurées. Régulièrement elles organisent des marches dans les rues, des prises de bureaux (comme celui du CICR ou depuis deux ans celui

de la Red de Solidaridad), ou alors sont invités à participer à des réunions ou des colloques. Les communautés les plus organisées ont traité directement avec le gouvernement leur retour à leurs terres d'origine. Pour elles, il est important de retrouver un lieu où le tissu social puisse se reconstruire ainsi que leur identité. Mais souvent, lorsque des retours ont lieu, le gouvernement n'étant pas en mesure d'assurer leur sécurité, elles doivent faire face à nouveau à leurs persécuteurs. Beaucoup de communautés ont fait le choix d'afficher une neutralité, avec une politique de non violence. Mais les guérillas et groupes paramilitaires ne cessent de commettre des meurtres à l'encontre des responsables indigènes. Conscient qu'ils pourraient représenter un danger s'ils arriveraient à organiser leur communauté et gérer la solidarité, pour recréer une cohésion sociale.

Soutenues par les ONG, organisations internationales et l'Eglise, les communautés tentent de tenir au milieu des conflits. Des ONG comme MDM ont aidés près de 14 000 paysans Afro Colombiens à retourner dans leur région. Empruntant des rivières pour rejoindre leur lieu de vie. Mais leur propre sécurité n'étant pas garantie, ils ont eu beaucoup de mal à accomplir cette tâche. La sécurité reste un problème majeur dans le cadre des retours organisés.

Le manque de transports aériens (peu de liaisons), les lieux escarpés (souvent besoins d'utiliser des embarcations et suivre le cours des rivières) et l'insécurité constante, explique pourquoi les organisations internationales ne peuvent aider à plus de retour de déplacés sans un vrai support du gouvernement et l'aide de l'armée.

IV) La particularité des Afro Colombiens

Les Afro Colombiens sont d'une très forte tradition culturelle. Cette tradition lui a permis de développer des mécanismes d'auto guérison. Cette population n'aime pas être séparée surtout lorsqu'elle a subi des violences collectivement. En effet, les groupes armés, guidés par une idéologie assassine et tout à fait justifiable à leurs yeux, s'attaquent à des groupes qui ne partagent pas leur idéologie. Il s'agit alors de détruire les autres, déclarés comme ennemi et d'intérioriser chez les victimes un sentiment de responsabilité. « Qui n'est pas avec eux est contre eux, ils ne peuvent envisager la neutralité ».

Cette violence est interprétée par les Afro Colombiens comme un sentiment qui se traduit par : " Tu ne partages pas notre pensée, tu en souffriras", "ce qui t'arrive c'est de ta faute".

La violence politique crée aussi une souillure sur l'ensemble des personnes ayant une même appartenance. Les déplacements ont créé une nouvelle catégorie de personnes souillée " le déplacé" qui est implicitement assimilé au guérillero " le révolté" celui qui amène le désordre social, celui qui attire le mal, celui qui attire l'armée par son activité, celui qui est la cause de l'existence des paramilitaires etc.. La rumeur prend ici toute sa place quand il est question de se déplacer " ils vont venir ici aussi, ils ont brûlé des maisons, on m'a dit qu'on a égorgé quelqu'un".

Les déplacés sont dans un chaos affectif. Ils ont du mal à se reconnaître, eux-mêmes, leurs sentiments. " Souvent ils disent je ne suis plus le même qu'avant". Ils transportent aussi des sentiments de culpabilité " pour ne pas être mort à la place de... avoir regardé quelqu'un mourir sans pouvoir rien faire et avoir dû rester caché".

Les Afro Colombiens sont d'origine noire africaine, des bambaras, arrivés massivement en Colombie au 16ème siècle. Conduits de force sur le nouveau continent, n'ont survécu que les plus résistants à la maladie, à la faim. Ils ont ensuite vécu des siècles d'esclavage. Beaucoup se sont révoltés pour obtenir leur libération. "Révolte des cimarrones". Les Palenques sont les premiers à avoir fui l'esclavage, rejoint par d'autres ensuite. Ils se sont alors organisés en communautés indépendantes et autonomes. Et elles ont toujours su maintenir ce principe de vie. Et c'est cette appartenance au groupe qui permet aujourd'hui aux Afro Colombien de faire face

à la violence. C'est ce qui les différencie des autres populations. C'est dans l'effort que ce peuple a fait pour se libérer de l'esclavage qu'il va trouver aujourd'hui la force pour faire face à la violence et la condition de déplacé. En se rappelant la lutte de leurs ancêtres, en s'enracinant dans leur histoire, seule moyen de conserver une identité.

Sources : Médecins du Monde Colombie, CODHES Colombie, Frédérique Prunéra : IEP de Rennes "rôle du HCR et CICR" Rapport des ONG sur évaluation de l'action humanitaire Colombie. (Analp Active Learning Network on ...).

V) Aujourd'hui qui est qui ?

Dans ce contexte on peut se demander qui est la victime ? Le Tiers ? Le Persécuteur ?

La Puissance Tutélaire ?

Comme nous l'avons vu, la violence n'est pas un phénomène récent en Colombie. Il a accompagné toute son histoire.

Aujourd'hui la vie humaine n'a plus de valeur. Et la violence "ordinaire" se manifeste de quatre façons :

- Violence contre soi-même : manque d'auto estime (absorption excessive d'alcool ou stupéfiants ou affirmation de soi de manière stupide et dangereuse).
- Violence intrafamiliale : coups entre conjoints ou envers les enfants (menaces, pressions psychologiques, relations sexuelles incestueuses).
- Violence dans les relations de voisinage : intolérance, non-respect de la propriété, invasion des terres à la campagne.
- Violence au travail : menaces et pressions sur les employés, exploitation main d'œuvre.

Cet envahissement de tout le champ social par la violence amène une grande partie de la population Colombienne à se taire, à accepter n'importe quoi, par un réflexe de peur que les choses n'aillent plus loin.

Dans cette perspective, la situation actuelle est le résultat d'un long processus de construction de l'Etat et de la société, où les stratégies de la violence s'enchevêtrent et s'auto alimentent, au point qu'elle gagne tous les domaines de la vie privée et publique. La violence provient donc de la faiblesse de l'Etat à assurer la sécurité des citoyens. Pas d'appareil judiciaire efficace, perte du monopole d'usage de la force. Cela entraîne la société à ne pas adhérer à un Etat qui est perçu comme étant le défenseur des intérêts d'un groupe restreint et non de la nation tout entière. Mais la société elle-même est tellement morcelée, fracturée en divers groupes, qu'il est difficile à l'Etat de représenter toutes ces catégories. Souvent les gens se réfugient dans des espaces intimes, au niveau local, familial ou ethnique. Et ces espaces deviennent des lieux d'exclusion, porteur d'intolérance envers l'extérieur et le différent.

La précarité de l'Etat et l'éclatement de la société civile, sont les deux facettes de la réalité colombienne aujourd'hui. Et cette société vit encore de nos jours sur l'articulation entre Etat et société qui se confrontent, dans une violence devenue insupportable pour beaucoup.

" Des forces anonymes et incontrôlables, qui s'affranchissent des déterminations sociales pour être prises en charge en quelque sorte, aléatoirement, par des entités sociales et les individus les plus divers" (Daniel Pécaud). Toutes les actions s'inscrivent donc dans un cadre microsocial (bananeraie, quartier, ville champignon) et ballottent ainsi les individus d'une répression à l'autre. L'individu ne peut plus *être*. Il est en plus soumis à la loi du silence d'une part, ou à la dérision face à ces violences multiples.

La violence est un mode de fonctionnement en Colombie qui corrode les institutions elles-mêmes, sans qu'aucune instance puisse s'imposer autrement que comme nouveau protagoniste dans une guerre de tous contre tous. Ce qui constitue la relation sociale en

Colombie, c'est la relation que l'on va avoir au paramilitaire, à l'armée, à la guérilla, aux milices populaires ou aux narcotrafiquants.

VI) Le rôle des communautés de paix

Si les communautés de paix n'échappent pas à ce mode de fonctionnement (local, pouvoir, exclusion) elles ne pourront être acteur. Mais leur avenir est tout de même lié à celui de l'Etat. Sans un Etat fort, reconstruit, qui aura regagné la confiance de ses citoyens, il est fort à parier que les efforts des communautés de paix, à elles seules ne pourront suffire.

Ouvrir le conflit interne, porter les problèmes des déplacés, de la drogue, sur la scène internationale pourra aussi permettre de trouver d'autres issues.

VII Conclusion

Le sort des déplacés est :

Un, liée à la résolution du conflit interne

Deux: liée aussi à la politique que le gouvernement voudra bien mettre en place. Ce qui veut dire investir dans les retours des personnes déplacées, leur donner une identité civile et sociale leur permettre de retrouver un rôle social et surtout assurer leur sécurité.

Trois : faire de vrais efforts en vue de défendre les minorités et maintenir le respect des droits de l'homme.

Quatre : une fois revenues, ces personnes restent un présage de perturbations sociales.

Penser à reconstruire une société avec des personnes qui ont été si fortement stigmatisées, est vrai défi pour l'avenir de la Colombie. Surtout, vu le nombre d'enfants touchés par les déplacements et enrôlés dans les groupes armés.

De façon plus générale, le gouvernement Colombien devrait rechercher des perspectives de politiques claires en vue de lutter contre les multiples formes de violence de la société.

Réaliser des projets ambitieux de modernisation et de démocratisation, afin de désactiver les foyers séculaires de violence. Trouver des solutions à la corruption des milieux politiques.

Renforcer la légitimité et l'autorité de l'Etat, moderniser son fonctionnement : deux facteurs préalables à toute négociation de paix. Avec une plus grande indépendance par rapport aux partis et intérêts privés. Ne plus mettre l'Etat au service d'un individu. Mais récupérer le rôle de porte parole des intérêts de la nation dans son ensemble.